



3€

regards

FÉVRIER 2019

**DÉRÉLICTION
DES MODÈLES,
TRANSCENDANCE
DES LUTTES ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

DÉRÉLICTION DES MODÈLES, TRANSCENDANCE DES LUTTES ?

GAUCHE : LE TEMPS DE LA REMISE EN QUESTION

- # **Podemos : modérés populistes versus gauchistes unitaires**
- # **Parti socialiste : la maison des destins croisés**
- # **Populisme ou gauche : de la présidentielle à aujourd'hui**

CONVERGENCE ET SINGULARITÉ DES LUTTES

- # **Grève générale : l'occasion manquée ?**
- # **Manif du 5 février : convergence en construction**
- # **Refugees Welcome : replacer la nécessité de l'accueil au coeur de la campagne des européennes**

LE XXIÈME SIÈCLE SERA RELIGIEUX OU NE SERA PAS

- # **Les Républicains et la sécularisation du catholicisme, sans foi ni loi**
- # **Réforme de la loi de 1905 : la République selon Saint-Macron**
- # **Pas d'enfants juifs dans les écoles du 93 ? La FCPE « envisage de porter plainte contre Ciotti »**



GAUCHE : LE TEMPS DE LA REMISE EN QUESTION

Podemos : modérés populistes versus gauchistes unitaires

Le parti issu des indignés espagnols est mis à mal par la velléités de scission de son ancien numéro deux, Íñigo Errejón, ce qui renforce les tensions internes.

Comme cela a été largement traité par les médias espagnols, Podemos se trouve face à sa pire crise interne. Le parti issu des indignés a vécu le 17 janvier dernier son anniversaire le plus amer depuis sa création en 2014. Ce même jour, l'ancien numéro deux du parti, Íñigo Errejón, a annoncé par surprise sa volonté de ne pas se présenter aux élections régionales à Madrid en mai comme le candidat de Podemos. Il le fera à partir d'une nouvelle plateforme électorale créée par la maire de Madrid, l'indépendante Manuela Carmena. Une décision vécue comme une trahison par le secrétaire général, Pablo Iglesias. Ce qui laisse ce parti au bord de la rupture parmi ses deux courants principaux : les pablistes (favorables au rassemblement de la gauche) et les errejonistes (plus modérés et surtout partisans du populisme de gauche).

« Je suis vraiment étonné par le fait que Manuela et Íñigo nous aient cachés qu'ils préparaient le lancement d'un projet élec-

toral personnel », a écrit alors Iglesias dans une lettre envoyée aux militants de Podemos. « Avec tout mon respect, mais Íñigo ce n'est pas Manuela », a ajouté le leader de la gauche radicale espagnole, en réaffirmant ainsi sa volonté de concurrencer Errejón aux régionales à Madrid, alors que son parti ne sera pas présent aux municipales dans la capitale espagnole. L'ancienne juge Carmena essaiera de conserver son poste avec la plateforme Más Madrid (Plus Madrid), la même qu'Errejón. Cependant, il y a quatre ans, elle avait gagné grâce à une large coalition composée par Podemos et les autres forces progressistes. La stratégie de faire cavalier seul peut-elle l'emporter ? Rien n'est moins sûr...

Dès cette annonce, les dirigeants podemistes ont multiplié leurs critiques contre Errejón et ont exigé sa démission de son poste de député. Il a finalement renoncé à son siège au Parlement espagnol le 21 janvier. « Je n'abandonne pas le parti que

j'ai fondé, je continue en étant militant », a déclaré Errejón. En revanche, les dirigeants de Podemos considèrent qu'il s'est mis lui-même en dehors de la formation en annonçant sa candidature avec la plateforme Más Madrid. On était alors à deux doigts du schisme total. Mais la démission du secrétaire régional de Podemos à Madrid et la pression des autres dirigeants régionaux, faits inattendus dans ce feuilleton fratricide pour la gauche espagnole, ont adouci la position d'Iglesias.

« Íñigo, malgré tout, n'est pas un traître, mais il doit être un allié de Podemos », a assuré mercredi dernier Iglesias dans un post sur Facebook publié avant la tenue d'un conseil national extraordinaire du parti. Le leader de la gauche radicale est en congé de paternité et il n'a pas participé à cette réunion. Errejón non plus, après le veto de la direction. Le verdict de ce conclave a été crucial : ils ont entrouvert la porte en vue d'une alliance avec Más Madrid. Le résultat de ces tractations conduira ou non à l'implosion de Podemos.

TROIS ANS DE TENSIONS INTERNES

Ce schisme aurait lieu dans un moment où Podemos est mis à mal aux sondages (environ 15% des voix). Parallèlement, l'extrême droite de Vox commence à émerger dans le paysage politique espagnol après son entrée retentissante au Parle-

ment andalou en décembre, avec douze conseillers régionaux. Elle menace même d'évincer le socialiste Pedro Sánchez du pouvoir si elle arrivait à conclure une triple alliance avec le Parti Populaire et Ciudadanos, principal soutien de Manuel Valls à Barcelone et allié de La République en Marche en Europe.

Bien que la rupture entre Iglesias et Errejón se soit concrétisée il y a peu, les différences entre eux existent depuis trois ans. Ces deux anciens professeurs de sciences politiques étaient liés non seulement par une étroite amitié, mais ils ont composé un binôme qui a bouleversé la politique espagnole. D'un côté, Iglesias, 40 ans, le leader charismatique. De l'autre, Errejón, 35 ans, le stratège – très proche de la théoricienne du populisme de gauche Chantal Mouffe, avec laquelle a coécrit le livre Construire un peuple et qui a eu un rôle-clef dans la structuration d'un parti qui, en 2015, a conquis les mairies de Barcelone et Madrid et obtenu plus de 20% des voix aux législatives.

Mais ce genre d'amitié se fait rarement sans anicroche et c'est un fait complètement fortuit qui a accentué la méfiance entre les dirigeants de Podemos au début 2016. Un proche d'Errejón a laissé ouverte la session de son ordinateur au siège du parti, ce qui a permis à Iglesias et son entourage de découvrir l'existence

d'un groupe de Telegram, dont le nom était «coup du berger», dans lequel des représentants errejonistes conspiraient pour prendre le contrôle de la direction régionale du parti à Madrid. Dont acte. Mais la brouille s'est aussi portée, de façon plus stratégique, sur la nécessité de faire une alliance avec les communistes d'Izquierda unida.

« UN MODÈLE MACRONISTE »

La confrontation entre Errejón et Iglesias pour le contrôle de Podemos a fait couler beaucoup d'encre dans la presse espagnole, notamment au moment de la deuxième convention nationale du parti en février 2017. Les thèses d'Iglesias ont reçu alors le soutien majoritaire des militants. Après sa défaite, Errejón a abandonné ses responsabilités comme stratège et porte-parole du groupe parlementaire. Son seul prix de consolation a été d'être tête de liste aux élections régionales à Madrid.

« Il est difficile de savoir si les différences entre Iglesias et Errejón sont plus personnelles ou plus idéologiques. La réalité, c'est qu'Iglesias croit que le régime politique espagnol est en crise et qu'il doit creuser des tranchées idéologiques au sein de la gauche alors qu'Errejón veut adopter une stratégie clairement populiste, en dépassant le clivage gauche-droite », explique le politologue espagnol Pablo Simón. Selon ce professeur de l'Université Carlos III de

Madrid, Podemos a souffert d'une forte perte de popularité lors des deux dernières années, notamment à cause de la gestion d'Iglesias, jugée trop proche des indépendantistes lors de la crise catalane en octobre 2017 et de l'arrivée de Sánchez au pouvoir – et maintenant, « les socialistes sont à nouveau perçus comme le vote utile à gauche ».

C'est finalement les résultats décevants en Andalousie où la coalition entre Podemos et la Gauche Unie a perdu trois députés et 300.000 voix, qui a poussé définitivement Errejón à se démarquer du parti d'Iglesias. Il a préféré s'allier avec Carmena et construire son projet politique autour de son charisme personnel et celui de la maire de Madrid. Contrairement au leader de Podemos qui a été objet d'une sorte d'Iglesias-bashing, Errejón a reçu un traitement médiatique beaucoup plus bienveillant, notamment de la part du journal El País.

« Dans certaines cénacles du pouvoir, on essayait de lancer un modèle macroniste, avec une alliance du grand centre entre le PSOE et Ciudadanos », a alerté Iglesias mercredi dernier. Et d'avertir que, pour atteindre cet objectif, « certains analystes souhaitent une scission d'une gauche modérée de Podemos ». Errejón et Iglesias leur donneront-ils raison ?

● ENRIC BONET

Parti socialiste : la maison des destins croisés

Après Hollande, avec Macron, les socialistes ont complètement perdu le Nord. C'est comme si plus personne dans la maison PS n'était capable de trancher sur la ligne à adopter : la social-démocratie ou le libéralisme ?

Le Parti socialiste, (re)fondé en 1971 par François Mitterrand, allié à la droite et à la gauche de ce parti, contre un centre qui lui résistait en vain, a porté au pouvoir avec le président Hollande des idées en phase avec le consensus doctrinal de l'Union européenne et un personnel politique davantage soucieux de plaire aux milieux dirigeants de l'économie globalisée qu'à la base électorale historique de la gauche.

Au cœur de ce personnel, Emmanuel Macron, considéré comme un jeune prodige de la technostructure sociale et ardent défenseur de réformes structurelles censées rassurer «Bruxelles» et

les marchés. En un sens, le PS est la fabrique du macronisme.

Victime du rejet puis de la défection du Président Hollande, le PS est aujourd'hui la première victime (avec l'UMP-LR) de la tripolarisation de la vie politique, telle que l'a décrite Pierre Martin. De fait, comme dans d'autres occasions historiques bien plus douloureuses pour le pays, pour reprendre les mots de Léon Blum, « le parti a choisi de ne pas choisir ». Il a choisi de ne pas choisir entre Macron – sa politique, ses soutiens, la logique qui le guide – et une alliance «à gauche», pour le changement.

**LE CHANGEMENT,
C'EST JAMAIS MAINTENANT**

Certes, l'inventaire d'Olivier Faure est un pas en avant. Il fait opportunément l'impasse sur la question de l'intégration européenne et, tout particulièrement d'abord de « l'intégration négative » (Fritz Scharpf) enclenchée au cours des années 1980 (déréglementation, dérégulation, libéralisation des marchés) et de la politique choisie par François Hollande, lorsqu'il opta pour la non-renégociation du TSCG – dit « traité Merkozy » – signifiant ainsi que l'Europe – comme mythe et comme programme – demeurerait bien le projet de substitution au socialisme auquel adhèrent les socialistes français.

Au fond, rien n'a fondamentalement changé dans la « vieille maison » depuis 1983 et le Congrès de Bourg-en-Bresse, entérinant la « parenthèse libérale » et surtout depuis le Congrès de l'Arche, entérinant la fin du PS d'Epinau, au profit d'une résignation libérale et d'un « atlantisme à la charentaise » (Didier Motchane, rédacteur de la motion de synthèse d'Epinau).

Semaine après semaine, un face-à-face se dessine entre Olivier Faure, Premier secrétaire du PS et un cacique du parti, longtemps stratège des mouvements de jeunesse, apprécié de François Mitterrand, inventeur et inspirateur de SOS

Racisme comme des grèves de 86, blessé en plein vol par une affaire « de montres » qui ne prouva rien sinon une passion moins coûteuse qu'une grosse cylindre de député des Vosges ou de la Dordogne, Julien Dray.

Faure ne jure que par la constitution d'un attelage large aux européennes, afin de diluer la responsabilité du PS – et la sienne – dans ce qui s'annonce être une épreuve douloureuse. Dray ne pense qu'à une chose : faire prendre position au PS dans l'affaire des gilets jaunes. Chaque samedi, il s'en va discuter avec le « peuple des ronds-points » et part du principe que ce mouvement ressuscite une frontière de classe et sans doute une frontière politique. Le PS de Faure fuit le sujet. Dray plonge dedans. C'est sans doute cela la politique, la vraie, celle qui a fait plonger Mitterrand dans le bouillonnement post-68 (à défaut d'avoir su profiter de l'événement au temps T) et qui devrait faire plonger le PS dans le « Moment Gilets Jaunes », à savoir se mettre au service, via son tissu d'élus locaux, d'un mouvement encore plastique et protéiforme, et surtout, à défaut d'en devenir le porte-parole naturel (ce qui est difficile) porter la critique radicale des atteintes aux libertés fondamentales et des violences manifestes des forces de l'ordre. Or, rien. Qu'Olivier Faure soit

lié amicalement à Christophe Castaner semble avéré. Que les groupes socialistes du Palais du Luxembourg ou du Palais Bourbon ne disent mot de l'usage des armes mutilatrices employées depuis des semaines par les forces de l'ordre semble plus curieux.

UN PARTI ISOLÉ, HORS-SOL

Le PS est entre deux mondes. C'est là sa fragilité. Localement, à chaque déplacement du Président, il découvre, médusé, l'ampleur de ce qui, en son sein, constitue un véritable fractionnisme macroniste. Politiquement, nationalement, il ne parvient à se situer entre un espace contestataire écolo-démocratique-social et un grand centre libéral et européen autant tenté aujourd'hui par l'exercice de la contrainte qu'il le fut hier par celui de la fabrique d'un consentement, édifié sur les bases du désarroi civique devant la crise de régime.

C'est au fond cet entre-deux qui oblige le PS à discuter avec un collectif – Place Publique, présidé par Raphaël Glucksmann – afin de noyer (semble-t-il) son désarroi politique dans une alliance de circonstance avec CAP 21 de Corinne Lepage, le PRG résiduel, les quelques amis français de Yanis Varoufakis et la très confidentielle UDE. On l'a compris, le cœur du problème est politique. Le

PS doit retrouver une analyse du monde (quid de l'atlantisme et du tropisme néocons des années passées), un dialogue avec la société, qu'il doit mobiliser – c'est-à-dire pour parler à l'ancienne – le «mouvement réel des masses» – et prendre position de façon à faire clivage face au gouvernement, c'est-à-dire en critiquant sa politique de maintien de l'ordre désormais aussi dépassée que dangereuse.

Ces clés pour l'action sont-elles à la portée du PS ? Rien n'est moins sûr. Il restait au moins au PS de 1969 une idéologie, un dialogue «idéologique» avec le PC, un personnel estimable – Mollet, Savary, Quillot – une opposition internet – le CERES, Chevènement, Motchane, Sarre – et un François Mitterrand attendant habilement dans le vestibule de la Cité Malesherbes. Rien d'équivalent ne permet d'espérer. Au fond, le PS est confronté au même défi que le jeune héros de «l'Histoire sans fin», film fantastique des années 80, il doit lutter pour que Le Néant ne l'emporte pas... De primes abords, c'est mal engagé.

● GAËL BRUSTIER

GAUCHE : LE TEMPS DE LA REMISE EN QUESTION



CONVERGENCE ET SINGULARITÉ DES LUTTES

Grève générale : l'occasion manquée ?

**Face à la mobilisation spontanée des gilets jaunes,
les syndicats sont passés de leur défiance initiale à des
tentatives de rapprochement restées incomplètes.
Ce mardi 5 février, ils manifestent enfin.**

L'émergence des gilets jaunes a pris de court aussi bien le gouvernement et ses alliés que l'ensemble du camp progressiste. Du côté des syndicats, la première réaction a été la méfiance. Et pour cause, le contexte ne semblait pas propice à l'action syndicale. Si les demandes de justice sociale et fiscale ainsi que le profil majoritairement populaire de ce mouvement rappellent la base historique du champ syndical, la mobilisation s'est déroulée en dehors du monde de l'entreprise et a vu se tenir côte à côte des petits patrons et leurs employés, le tout avec une infiltration – relative mais certaine – de l'extrême droite. Quoi qu'il en soit, ce mouvement interroge les syndicats sur le rôle qu'ils doivent jouer tandis que la construction d'une grève générale aurait sans doute permis une union de ces deux acteurs, tout en donnant une forte impulsion au mouvement.

UNE RENCONTRE D'UN GENRE NOUVEAU

Des hommes et des femmes en jaune fluo investissent les ronds-points du pays. Ils ne présentent pas une couleur politique claire, mais portent des revendications défendues de longue date par les syndicats. Ces derniers, déboussolés, ont répondu par la méfiance avant de tenter pas à pas un rapprochement. Fin octobre, des citoyens parfois proches de l'extrême droite appellent à manifester le 17 novembre 2018. L'Union syndicale Solidaires publie un communiqué dénonçant une « manipulation » de l'extrême droite tandis que Philippe Martinez intervient à France Inter pour trancher : « Il est impossible d'imaginer la CGT défilier à côté du Front national ». Avec plus de 280.000 personnes sur 2000 blocages et une très forte mobilisation à la Réunion, la première journée des gilets jaunes finit de convaincre

les politiques de gauche. L'ampleur du phénomène parvient alors à modifier – timidement ! – la ligne des organisations syndicales. En effet, la CGT et Solidaires ont fini par appeler à la mobilisation, mais sans cibler les gilets jaunes. Elles reconnaissent la légitimité des revendications sociales et progressistes, tout en se limitant à inviter le mouvement à venir à leur rencontre plutôt qu'à tenter d'y aller elles-mêmes. Finalement, ce ne sont pas les gilets jaunes qui débarquent chez les syndicats, mais l'inverse. La CGT Chimie, Sud Industrie et FO Transport décident de soutenir officiellement le mouvement. C'est le second acte, le samedi 24 novembre, qui va sonner pour les syndicats comme la confirmation d'une compatibilité avec leurs revendications et modes d'action. Au niveau local, les syndicalistes apportent parfois un soutien matériel et logistique. Une tribune de «syndicalistes contre la vie chère» est publiée sur Mediapart où une soixantaine d'entre eux affirme qu'il « est possible de s'engager collectivement dans cette bataille » tout en rappelant qu'« aucune agression, aucune violence raciste, sexiste ou homophobe n'est tolérable, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne ».

Les organisations sentent l'infléchissement et se montrent plus ouvertes au mouvement. Le 1er décembre, journée traditionnelle de mobilisation des sans-emploi, orchestre le rapprochement de ces deux pans de la mobilisation. Dans son communiqué du 27 novembre, Solidaires invite à faire de cette journée la rencontre de différents mouvements et modes d'actions : le Collectif Rosa Parks, chômeuses et chômeurs, grèves dans les lieux de travail et mobilisation gilets jaunes pour « des camarades et certains syndicats de Solidaires ». De même, la CGT profite de cette date habituelle pour renforcer l'appel des gilets jaunes sans les nommer, afin « que tous les citoyens, salariés actifs et retraités » se joignent aux manifestations du 1er décembre, conclut-elle. Avec la journée du 8 décembre, ces deux «actes» des gilets jaunes forment l'apogée de la mobilisation aussi bien à Paris qu'en région.

DES RAPPROCHEMENTS, MAIS PAS DE JONCTION

La fracture du syndicalisme français autour des gilets jaunes n'a pas tardé à apparaître. Les syndicats réformistes ont pris de franches distances dès le début du mouvement. Le 13 décembre, à la

suite d'une réunion nationale de ses organisations, le bureau national de Solidaires publie une déclaration appelant à une journée de grève interprofessionnelle le 14 décembre et à participer à la manifestation des gilets jaunes du 15 décembre. Cet appel confirme l'orientation prise par le syndicat et le place décidément du côté des soutiens au mouvement. Dans ce contexte, la CGT reste indécise. La signature par la CGT d'un communiqué regroupant les principaux syndicats – à l'exception de Solidaires – illustre les hésitations de la Confédération. Alors qu'en interne la CGT prônait le rapprochement avec le mouvement, ce communiqué du 6 décembre appelle à « engager le dialogue » et la « négociation » avec le gouvernement le tout en condamnant « toutes formes de violence dans l'expression des revendications ».

Les réactions ne se font pas attendre. La fédération Chimie parle d'un « coup de poignard dans le dos » tandis que la CGT Haute-Garonne « dénonce » le communiqué comme un « désaveu » des luttes en cours. Si le bureau confédéral tente de rassurer sa base en publiant un communiqué unilatéral, quelques heures plus tard, pour dénoncer les violences du gouvernement et refuser l'invitation

de la ministre Pénicaud, le mal est fait. L'incident illustre les hésitations et la perte de repère de la CGT dans le mouvement.

Localement, des syndicalistes viennent aux manifestations du samedi ou aux blocages de la semaine, mais la réciproque n'est pas vraie. L'appel syndical à manifester le 14 décembre ne débordera pas du milieu syndical, avec quelques milliers de manifestants présents à Paris.

SITUATION DE FAIBLESSE

2018 n'aura pas connu de grève générale. Ce fait amène à réfléchir au rôle et au pouvoir des syndicats. Bien que l'incantation de la « grève générale » ne soit pas suffisante, un appel clair à une grève interprofessionnelle semble avoir fait cruellement défaut. Avec 11% d'adhérents, le syndicalisme français se caractérise par un taux d'adhérents bien plus faible que d'autres pays européens. En dehors des différents outils de mesure, les syndicats n'ont pas obtenu de victoire décisive au niveau national ou dans des secteurs d'ampleur depuis la défaite face à la réforme des retraites en 2010. À cela s'ajoutent les réformes du droit du travail et de la représentation qui complexifient davantage l'action syndicale.

Ce contexte, largement défavorable au syndicalisme de lutte, semble susciter une perte de confiance en soi des organisations syndicales. C'est cette perte de confiance qui pourrait expliquer, en partie, leurs hésitations et leur timidité. Jean-Louis Peyren, secrétaire général CGT de Sisteron Mourenx, condamne, dans une lettre à la CGT, ces hésitations comme un facteur de plus d'isolement des syndicats. Dans sa réponse au communiqué du 6 décembre, il conclut : « Doit-on, de fait, s'étonner d'être dépassé par le départ de la révolte du 17 novembre sans nous ? Eh bien non, aujourd'hui, la CGT paie toutes ces années de réflexions «Y aller ou pas ?», «Sommes-nous prêts ?» »

Tout d'abord, la construction d'une mobilisation générale nécessite la mise en route de l'ensemble de la structure d'un syndicat. La CGT connaît plus de 130 organisations tandis que Solidaires est une union syndicale reposant sur le consensus et le droit de veto de chacun des syndicats qui la compose. Cette structuration rend les structures nationales dépendantes des tendances de leurs différents syndicats. Ainsi, le syndicat Solidaires Finances publiques a dénoncé les attaques et blocages de

centres d'impôts par les gilets jaunes. Selon ce syndicat, 134 centres dans 55 départements ont été visés à la fin novembre, de quoi expliquer en partie la lenteur du ralliement de l'Union syndicale au mouvement. Le débat interne et la convergence des intérêts de chaque secteur est à prendre en compte.

ABSENCE D'IMPULSION

Durant le mouvement, des syndicalistes de différents secteurs et régions ont essayé de mettre en adéquation la machine syndicale aux gilets jaunes à travers des plateformes revendicatives, comme dans la Haute-Loire, ou par des appels à la grève, comme à la CGT Services publics qui appelle à soutenir la lutte des « gilets jaunes, gilets rouges, sans gilets ». Toutefois, ces initiatives locales ne peuvent remplacer le travail de mobilisation à l'intérieur des entreprises pour construire la grève. Ce travail peut se faire à l'initiative de la base, mais il demande une impulsion nationale.

Le « bouton » grève générale n'existe pas, bien sûr. Mais une grève interprofessionnelle ne peut venir des seuls appels de la base et ce alors même que le patron de la CGT déclarait, dans La Midinale de Regards du 30 novembre : « Notre

responsabilité, c'est de mettre tout le monde en grève ». S'installe un jeu de miroirs dans lequel la base et le national attendent de l'autre un signe, une impulsion. Des signes de fédérations ou de syndicats locaux ont été lancés, mais étaient-ils suffisants ? Apparemment non, à en croire les doutes des structures nationales. Pourtant, une impulsion du national aurait pu aider à étendre la mobilisation aux secteurs encore dubitatifs.

À Solidaires, l'impulsion s'est faite par la déclaration du 13 décembre appelant à la grève interprofessionnelle pour le lendemain. Dès la fin novembre, l'Union syndicale invitait ses collègues à une réunion intersyndicale dans le but d'envisager une mobilisation générale. Toutefois, Solidaires, syndicat minoritaire et présent essentiellement dans le public, ne peut convoquer à lui seul une grève générale. Du côté de la CGT, les oscillations du bureau confédéral n'ont pas permis de donner une impulsion suffisamment claire et forte pour passer des initiatives locales à la mobilisation générale. C'est ce que pointent des cégétistes dans leur appel du 13 décembre qui affirme que la CGT « est à une croisée de chemins ou bien [elle] tourne le

dos à ce mouvement et la majorité de travailleurs qui le compose [...] ou bien nous cherchons à converger », avant de conclure : « À l'image de certaines de nos structures CGT, nous devons investir la mobilisation en cours et chercher des convergences, pas seulement dans le discours mais en l'organisant réellement ». Les organisations comme Solidaires et la CGT – dont le secrétaire général appelle à « remettre le couvert » dès la rentrée 2019 – n'ont apparemment pas dit leur dernier mot. Mais leur relative absence du mouvement pourrait être un frein important.

Quelle que soit la suite du mouvement en jaune fluo – reprise de la mobilisation, participation aux élections, etc. –, ce dernier a recomposé en partie le champ des luttes. En outre, il a mis en lumière les difficultés de longue date des organisations syndicales. Pour les syndicats, l'enjeu est de définir leur rôle face à des mouvements sociaux d'un genre nouveau, mais aussi et surtout de parvenir à toucher voire à organiser ces catégories de travailleurs qui ont pris d'assaut les ronds-points, sortant ainsi du silence et, momentanément du moins, de l'isolement.

● ARTHUR BRAULT-MOREAU

Manif du 5 février : convergence en construction

La rue de Rivoli s'en souviendra de ce mardi 5 février 2019. Ce jour sera, peut-être, celui d'une nouvelle ère : celle où les gilets jaunes ne sont plus seuls face à la Macronie.

Enfin, les syndicats sont sortis du bois. Et ça se voit. Des dizaines de milliers de manifestants ont ainsi répondu présent à l'appel, notamment, de la CGT, de FO, de FSU et de Solidaires, mais aussi des lycéens et des étudiants.

Une foule dense – impossible de la dépasser dans l'étroit parcours allant de l'hôtel de ville à la Concorde –, mais, malgré tout, divisée. 30.000 personnes à Paris selon la CGT. Près de 300.000 dans tout le pays. Devant, le cortège de tête fait sa réapparition. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le «black bloc» était là en nombre, en force. En fin de manif, les syndicats, nombreux aussi. Entre les deux, un subtil mélange de gilets jaunes – très

nombreux – et de citoyens sans signe distinctif, ces derniers formant le gros des manifestants.

C'est dans une ambiance particulière que tous se retrouvent. Il y a une forme de défiance, comme si un malentendu les réunissait. Exemple frappant quand la foule entonne la Marseillaise et que, au micro, un syndicaliste répond avec l'Internationale.

Si l'on voulait caricaturer, on dirait que l'ancien monde social et le nouveau se regardaient en chiens de faïence.

A QUOI JOUE LA POLICE ?

Il faut saluer ici le sang-froid de la foule face aux forces de l'ordre. À plusieurs instants, la situation aurait pu exploser,

mais nul n'a cédé aux provocations. D'abord lorsque le cortège de tête est passé devant le Conseil d'État. Sa décision de ne pas interdire le LBD est dans tous les esprits. On a bien cru que les manifestants allaient pénétrer dans le bâtiment. Mais non.

Plus tard, quelques dizaines de CRS entament des mouvements au niveau de la place Vendôme. Ils remontent la manif sous les arcades de Rivoli. L'ironie du sort les fait se positionner rue d'Alger – en mémoire de leur héritage ?

Faut-il n'avoir aucune honte pour envoyer ainsi ces hommes servir d'appâts aux «casseurs» ? Mais le guet-apens n'a pas fonctionné. Les casques bleus ne trouveront que des huées, des «tout le monde déteste la police». Et un sentiment massif : les gens ont peur des forces de l'ordre.

Interlude

Ce chant, «tout le monde déteste la police», aura été principalement scandé par des non-gilets jaunes. Ces autres

lui préférant «la police avec nous». Comme un air de Nuit debout.

Fin de l'interlude

PENDANT CE TEMPS-LÀ, À L'ASSEMBLÉE...

Finalement, la manif arrive à Concorde sans qu'il y ait vraiment eu accrochages avec les CRS. Loin derrière, les syndicats et leur impressionnant service de sécurité ont laissé plusieurs dizaines de mètres entre eux et le reste des manifestants. Pourquoi ?

La place de la Concorde sera témoin d'une de ces crapuleries de l'histoire de France. Rive droite, les manifestants, majoritairement pacifiques, se font gazer. Rive gauche, les députés votent la loi anti-manifestants. Toute honte bue. Les quelques députés abstentionnistes de La République en marche ne sont que poudre de perlimpinpin.

Il faudra, au prochain rendez-vous de cette convergence naissante, être bien plus nombreux, soudés et déterminés pour faire réellement trembler ce monde en déclin.

● LOÏC LE CLERC

Refugees Welcome : replacer la nécessité de l'accueil au coeur de la campagne des européennes

Dans le sillage de l'appel pour l'accueil des migrants d'octobre dernier, l'eurodéputée Marie-Pierre Vieu, membre du PCF et de la GUE/NGL, était à l'initiative du forum promouvant la liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux, le 16 et 17 février à Tarbes.

Les flux migratoires en direction de l'Union européenne (UE) ont atteint leur plus bas niveau depuis la crise de l'accueil des réfugiés déclenchée par la guerre en Syrie¹. Pourtant, « péril de l'immigration » est systématiquement brandi par la droite et l'extrême droite au risque même de dominer les élections européennes du printemps 2019.

« Il n'y a pas de crise migratoire, il y

1. Le nombre de franchissements illégaux des frontières du continent a été divisé par neuf, passant de 1,8 million en 2015 à 204 219 en 2017, selon l'agence Frontex.

a une crise de l'accueil en Europe » : voici la thèse forte qu'ont voulu ainsi opposer les participants du forum « Refugees Welcome, bienvenue plavengut », ce week-end à Tarbes. Un lieu qui ne doit rien au hasard : pendant longtemps communiste, la préfecture des Hautes-Pyrénées est une ville ouvrière « historiquement liée à l'accueil et tout particulièrement des républicains espagnols », selon l'eurodéputé PCF Marie-Pierre Vieu.

En incluant la mention plavengut (bienvenue en occitan), les organisateurs ont placé l'événement sous le signe de la diversité culturelle, ici et ailleurs.

« Aujourd'hui, le gouvernement et l'Europe agitent les peurs, poursuit Marie-Pierre Vieu. Il nous faut répondre par la solidarité et un message de bienvenue. » En effet, les calculs électoralistes, à droite bien sûr, mais aussi trop souvent à gauche, reposent sur le postulat que l'opinion publique, tout particulièrement en dehors des grandes métropoles, est hostile à l'immigration, aux étrangers et à toute forme d'ouverture des frontières.

Or, loin des feux médiatiques, une série d'initiatives est venue démontrer le contraire : dernier exemple en date à Bayonne, où, de manière inédite, le maire de centre-droit Jean-René Etchegaray et des bénévoles, ont mis en place l'automne dernier un hébergement d'urgence de 150 lits, et ce, en dépit des mises en garde du préfet des Pyrénées-Atlantiques.

« TOUTES LES GAUCHES DEVRAIENT ÊTRE ICI »

À Tarbes, plus de cinq cents personnes se sont ainsi retrouvées pour des projections, des prises de paroles de migrants et le parrainage républicain de six enfants menacés d'expulsion. Plusieurs tables-rondes réunissaient ensuite des représentants de SOS Médi-

terrannée, Ana Miranda (eurodéputée galicienne, groupe Verts/ALE), Edwy Plenel (co-fondateur et président de Mediapart), Sarah Soilihi (championne du monde de kick-boxing), Jean-François Mignard (secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme Midi-Pyrénées), Marie-Christine Vergiat (eurodéputée française, groupe GUE/NGL), Isabelle Thomas (eurodéputée française, groupe Génération)

« C'est notre salut qui est en question dans cette histoire. Il faut éviter le piège que l'on nous tend. Comprendre que la menace de l'immigration est agitée pour détourner l'opinion publique des vrais enjeux écologiques et sociaux. Toutes les gauches devraient être ici », a ainsi martelé Marie-Christine Vergiat. En effet, les ténors de l'extrême droite, portés par leurs bons résultats aux dernières élections, dont tout récemment Vox en Espagne, s'imaginent désormais majoritaires au Parlement européen.

Et si Emmanuel Macron s'est auto-désigné comme leader du camp progressiste, avec la loi pour une immigration maîtrisée promulguée le 10 septembre dernier, son gouvernement mène de manière scandaleuse une politique dans le sillage des plus virulents natio-

nalistes européens². « Il y a un devoir d'hospitalité qu'un continent aussi riche que l'Europe devrait respecter, commente ainsi Edwy Plenel, le droit fondamental de se déplacer, de choisir son pays est une question transpartisane. Si l'on n'est pas solidaire de ceux qui viennent du lointain, on ne le sera pas avec le prochain. »

En 20 ans, la coopération des États européens n'a cessé de se renforcer afin d'empêcher les arrivés de migrants. Depuis 2005 et Frontex, les frontières maritimes de la Méditerranée, jugées plus poreuses, font alors l'objet de l'attention la plus soutenue avec des moyens financiers et des technologies militaires de pointe. « La surveillance des frontières s'est muée ces dernières années en un business hautement profitable. Or tout cet

argent devrait être tout simplement et tout logiquement consacré au sauvetage en mer et à l'accueil », poursuit Marie, une bénévole de SOS Méditerranée. Il est en effet illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et à fortiori interrompre les flux migratoires.

« À vouloir le faire, on finit toujours par être contraint au pire », pouvait-on lire dans le Manifeste pour l'accueil des migrants pour lequel se sont associés les rédactions de Regards, Politis et Mediapart. Dans ce sillage, les militants et les personnalités politiques réunis à Tarbes ont rappelé à leur tour que la liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour les immigrés présents dans les pays d'accueil sont des droits fondamentaux de l'humanité.

O JEAN SÉBASTIEN MORA

2. Le gouvernement français a instauré le fichage des mineurs isolés, banalisé les audiences de demande d'asile par visioconférence, durci l'accès à un titre de séjour pour les parents d'enfants français, limité le droit du sol à Mayotte, etc.

CONVERGENCE ET SINGULARITÉ DES LUTTES



**LE XXI^{ÈME} SIÈCLE
SERA RELIGIEUX
OU NE SERA PAS**

Les Républicains et la sécularisation du catholicisme, sans foi ni loi

Charles de Gaulle disait : « La République est laïque, la France est chrétienne ». Une maxime que la droite a faite sienne... avec quelques adaptations. Ainsi, en 2019, le parti Les Républicains parle religion, sans aucune pitié, juste par identité.

Lorsque l'adjoint au maire de Versailles François-Xavier Bellamy a été désigné comme tête de liste Les Républicains (LR) pour les élections européennes, chacun s'est empressé d'aller creuser le passé de ce méconnu du grand public. Rapidement, certains de ses propos ont refait surface – Internet n'oublie rien. Ainsi, en 2015 au site Aleteïa, il déclarait :

« Nous, catholiques, attendons de prendre le pouvoir pour changer le monde [...] Nous n'avons plus le droit d'être indifférents et de délaisser le monde et ces lieux où nous serons capables de faire briller la Lumière du Christ. »

Ou encore, en 2014 lors d'une conférence d'un institut catholique traditionaliste :

« Il n'y a qu'une seule bonne raison de croire au Christ, et cette seule raison, c'est la certitude que le christianisme dit la vérité. »

Le ton est donné d'emblée. Chez «Bellamy le professeur de philosophie», on ne voit plus que «Bellamy le catholique».

BELLAMY, TU L'AIMES OU TU LE QUITTES ?

Le choc est violent. Au grand jour, François-Xavier Bellamy passe alors pour un extrémiste, autant à gauche (logique) qu'à droite. Le patron de l'UDI, Jean-

Christophe Lagarde, le place carrément à « l'extrême droite de LR ». Même son de cloche pour François Hollande, qui s'étonne de voir le parti de la droite dite «de gouvernement» se « choisir un candidat pour les européennes plus à droite que l'extrême droite ». Jusqu'au président LR du Sénat Gérard Larcher, lequel regrette ce choix d'une tête de liste qui « ne coche pas toutes les cases ». A ces attaques, François-Xavier Bellamy répond « caricatures stupides ». Et pourtant si, ce trentenaire coche bon nombre de cases.

Selon le directeur de l'Observatoire des radicalités Jean-Yves Camus, en choisissant François-Xavier Bellamy, « Laurent Wauquiez fait le pari de mettre un candidat qui essaye de doter son parti d'une colonne vertébrale idéologique. Il considère que le cœur sociologique de son électorat, c'est celui que François-Xavier Bellamy représente. » Ce dernier a manifesté contre le mariage pour tous. Il faisait partie des «Veilleurs» avant de participer à la création de Sens commun – dont il devait prendre la tête avant que, finalement, son nom n'y soit pas associé. François-Xavier Bellamy évoque régulièrement son opposition à l'avortement, avec une finesse d'esprit qu'on ne peut lui enlever.

Pourtant, Yann Raison du Cleuziou,

maître de conférence à l'Université de Bordeaux¹, tient à souligner que « François-Xavier Bellamy est assez modéré. C'est un catholique convaincu, certes, mais il n'en fait pas registre publiquement. » D'ailleurs, Lydia Guirous, porte-parole de Les Républicains, l'assure : « François-Xavier Bellamy parle en intellectuel, en élu, mais pas en catholique ».

CATHOLICISME LAÏC

Depuis plusieurs années, de nombreux élus LR multiplient les appels de phares. Valérie Boyer arbore sans cesse une large croix autour du cou – que ce soit sur les plateaux de télé ou dans l'hémicycle. Eric Ciotti mène depuis longtemps une lutte pour inscrire les «racines chrétiennes» de la France dans la Constitution. Laurent Wauquiez, à l'instar de Robert Ménard, insiste pour installer une crèche dans le hall du conseil régional qu'il préside. Non pas que ces «Républicains» soient de fervents catholiques. Yann Raison du Cleuziou y voit avant tout une stratégie électoraliste visant cette « large population qui, sans être pratiquante, considère être culturellement catholique », là où les pratiquants ne pèsent plus grand-chose électoralement.

1. À paraître : Une contre-révolution catholique. Aux origines de La Manif pour tous (Seuil)

ment. « On n'est pas communautaristes, tranche Lydia Guirous. On ne s'adresse pas à une clientèle mais à l'ensemble des citoyens. » Il semblerait pourtant que LR a bien saisi un changement de paradigme : quand on demande aux Français s'ils sont catholiques, 54% répondent «oui». Quand on leur demande s'ils sont croyants, 55% répondent «non». Ce qui fait, à l'arrivée, beaucoup de Français d'éducation, de culture catholique, non-croyants et non-pratiquants.

Yann Raison du Cleuziou développe l'idée d'un « glissement du cultuel au culturel » où le patrimoine catholique serait considéré comme « un héritage partagé, qu'on soit croyant ou pas ». Ainsi n'assiste-t-on pas à un retour du religieux à proprement parlé, mais à une construction purement politique. Yann Raison du Cleuziou parle même d'une « nouvelle étape de la sécularisation du religieux » et rappelle que « Patrick Buisson, qui est un peu le théoricien de ce catholicisme identitaire, dit clairement dans son ouvrage *La cause du peuple* que les églises et les crèches ne sont plus des objets de piété – puisque la piété s'est raréfiée –, et que, par conséquent, on peut les utiliser comme instruments d'identité ». Une théorie que ne contredit pas Lydia Guirous, qui argue que « la France a une histoire, le catholi-

cisme fait partie de la culture française. Il faut savoir d'où l'on vient. »

Paradoxalement, cette montée en puissance de la thématique catholique au sein du champ politique se fait de concert avec le déclin du nombre de catholiques pratiquants en France – la part des catholiques pratiquants dans la société française représentent entre 1,8% (pratiquants hebdomadaires) et 4-5% (pratiquants mensuels). Côté politique, on observe surtout un discours autour des « racines chrétiennes » ou de certains enjeux symboliques comme les crèches dans les mairies, la protestation contre les profanations d'églises, le tout agrémenté d'une revalorisation patrimoniale du catholicisme. En parallèle, côté catholiques, l'érosion interne se recompose sur les groupes qui ont la plus forte capacité à se perpétuer. Ce sont les courants les plus conservateurs qui, tout en étant minoritaires, persistent de plus en plus. Et ils s'organisent.

RADICALISATION EXPRESS

La «Manif pour tous» est un véritable tournant pour nombre de catholiques, avec un avant et un après. Beaucoup découvrent l'expérience militante, des liens se créent, au point de faire de 2013 l'année de (re)politisation des catholiques. Patrick Buisson, ancien conseiller de

Nicolas Sarkozy, y voyait l'émergence d'un « populisme chrétien ». Depuis, la cathosphère est en ébullition. « Des tas d'initiatives politiques se déploient – parfois antagonistes –, dont la création de Sens commun, des journaux Limite et L'Incorrect, explique Yann Raison du Cleuziou. Ces militants vont investir les structures politiques pour créer un rapport de force interne. »

La primaire de la droite en 2016, puis la candidature de François Fillon en 2017 seront les premières fortes incarnations de ce lobbying catholique. « Quand Fillon dit « je suis chrétien », il brise un tabou. Il place la question de la foi dans le débat présidentiel. Ce qui était jusqu'alors inédit », rappelle Pascale Tournier, journaliste à La Vie, auteure de Le vieux monde est de retour. Enquête sur les nouveaux conservateurs (Stock). Pourtant, le champion de la droite n'a jamais participé à une « manif pour tous », contrairement à Valérie Pécresse ou Gérard Larcher. Qu'importe. Sens commun le suit. Le Parti chrétien-démocrate aussi. L'échec sera dur.

« Le fait que Sens commun choisisse

de soutenir François Fillon l'a discrédité dans toute une partie des catholiques conservateurs qui le considèrent comme le tenant d'un positionnement tiède », analyse Yann Raison du Cleuziou. Et de développer :

« Il y a trois courants qui se battent : 1/ Sens commun, ce sont les modérés. Ils considèrent qu'il faut rester dans LR, que des compromis sont acceptables pour arriver au pouvoir (ils ne sont pas en faveur de l'abrogation de la loi Taubira, par exemple). 2/ Jean-Frédéric Poisson et le Parti chrétien-démocrate. Ils se sont fait prendre leur monopole par Sens commun. Mais pour eux, on ne peut pas faire de compromis sur ses idées. 3/ Marion Maréchal-Le Pen, qui a acquis une autorité très importante chez les jeunes catholiques. Jean-Frédéric Poisson et Marion Maréchal sont pour un décloisonnement des droites et donc des alliances LR/RN – c'est le projet de « la droite hors-les-murs » –, alors que Sens Commun y est hostile, pour l'instant. »

Jusqu'à présent, l'électorat de la droite de gouvernement était composé de manière très importante par les catholiques pratiquants. Depuis les années 70, au second tour de la présidentielle, ceux-ci votent à 75% pour le candidat de droite. Jusqu'en 2015, le vote en faveur de l'extrême droite était sous-représenté par rapport aux moyennes nationales. Jusqu'en 2015... « La digue qu'il y avait chez les catholiques pratiquants s'affaisse dès les régionales de 2015 où 24% d'entre eux votent FN, ce qui n'était jamais arrivé », raconte Yann Raison du Cleuziou.

VERS UNE UNION DES DROITES EXTRÊMES ?

Yann Raison du Cleuziou pose la question d'un « vieux conflit » chez les catholiques : faut-il faire de la politique en tant que catholiques ou en catholiques ? Selon l'universitaire, aujourd'hui, on a d'un côté Sens commun et François-Xavier Bellamy qui sont sur la ligne «en catholiques», là où les «en tant que», « ceux qui sont dans le registre identitaire, sont portés par Marion Maréchal, mais aussi

par des gens qui ne sont «moins catholiques» comme Valérie Boyer ». Et la frontière s'amenuise.

N'a-t-on pas vu Nicolas Dupont-Aignan marchander avec Marine Le Pen à l'entre-deux-tours de 2017 ? N'a-t-on pas vu plusieurs cadres de LR rejoindre la liste RN aux européennes ? Mais ceci est minime, conjoncturel, à la marge. Paradoxalement, c'est Marine Le Pen qui bloque. La cheffe du RN est trop «laïcarde». Sa nièce est tout le contraire. Néanmoins, même si les électorats cathos commencent à se confondre entre droite extrême et extrême droite, demeurent quelques clivages : sur le libéralisme économique et sur la classe sociale – comment lier l'électorat populaire du RN avec les bourgeois de LR ? Laurent Wauquiez peut être un des chaînons manquants. Il est suffisamment opportuniste et désespéré de la fuite des cerveaux libéraux vers LREM pour cela. Le philosophe Raphaël Liogier trouve que sa stratégie, « du point de vue électoraliste, c'est la seule tactique pour éviter la vidange totale. Faire appel à la base catholique identitaire, ça stabi-

lise à la baisse. Mais pour ça, il ne faut pas le faire à moitié avec des leaders classiques. En cela, François-Xavier Bellamy est un emblème, il ne peut pas être accusé d'être dans la tactique à l'inverse d'un Eric Ciotti. »

Marine Le Pen n'étant pas éternelle, c'est bien Marion Maréchal qui pourrait être le deuxième chaînon. L'union des droites extrêmes, elle en rêve. Elle compte pour cela passer par une voie : la religion catholique. Mais ça ne sera pas aisé. L'air de rien, certaines digues tiennent encore. Comme le souligne Raphaël Liogier, « une grande base de l'identitarisme catholique sont des gens qui vont à la messe par identité, pour transmettre certaines valeurs, mais qui ne sont pas suffisamment excentriques pour aller à l'extrême droite ». Jean-Yves Camus ne croit pas non plus que le mariage se fasse un jour : « On a constaté depuis des années que les catholiques traditionnalistes perdent considérablement du terrain à l'intérieur du RN. Il n'y en a pratiquement plus. Marine Le Pen est sur un logiciel identitaire, pas intégriste. Marion Maréchal a l'intention de

raviver tout ça mais les enquêtes sur l'électorat frontiste montre qu'il n'est massivement pas attaché à une pratique de la religion. »

A en croire Pascale Tournier, si François-Xavier Bellamy est « trop intello » pour parler à l'électorat populaire, sa candidature « est là pour poser les bases conceptuelles de l'après ». Les catholiques ont une perspective sur le long terme, « ils sont très organisés sur le plan des idées, des médias, mais n'ont pas de tradition politique ». Ni de réel leader. Un électorat perdu, et pas le moindre : c'est un des groupes sociaux qui vote le plus. La bataille ne fait que commencer.

O LOÏC LE CLERC

Réforme de la loi de 1905 : la République selon Saint-Macron

Quand Emmanuel Macron annonce vouloir toucher à la loi de 1905, entre l'idée d'un gallicanisme islamique et le fameux « lien entre L'Église et l'État [qui] s'est abîmé » et qu'il faudrait réparer, on cherche ce qu'il reste du principe de séparation.

« Le capitalisme a mis sa puissance au service des prétentions cléricales ; l'Église a mis son pouvoir au service du privilège capitaliste »

Congrès de la SFIO (1929)

Ce n'est pas un scoop, Emmanuel Macron, souhaite modifier la loi sur la séparation des Églises et de l'État, la fameuse loi de 1905. Annoncée par la presse en novembre 2018, elle est revenue de manière inexplicable – et inexplicable – dans la lettre au Français du Président,

lançant le «Grand débat».

On ne sait si quelques mystérieux ronds-points français bruissaient d'une telle discussion et, à vrai dire, on est assez dubitatif. Sondant l'âme du gilet jaune dans une «Jojo analyse», le génie jupitérien a-t-il décelé une attente particulière de ce côté-là ? Certes les voies du seigneur sont impénétrables, mais c'est peu probable. Plus sûrement, le président de la République fait comme il l'entend, allumant feux et contre feux au service de ses lubies.

Mais attention, hein, Emmanuel Macron, ne veut pas « réformer » la loi de 1905, il veut la « renforcer ». Quand on connaît l'art consommé de la macronie en novlangue, il y a tout lieu d'être inquiet. Car quel « renforcement » peut émerger d'un Président qui, au mois d'avril dernier devant les évêques français déclarait : « Nous partageons confusément le sentiment que le lien entre L'Église et l'État s'est abîmé », et se refusant d'incarner « une religion d'État substituant à la transcendance divine un credo républicain ». Principe de séparation ou lien organique, il faut pourtant choisir.

ISLAM, LA TENTATION DU GALLICANISME

Parmi les objectifs de la nouvelle loi figure la réorganisation des associations 1905. Celles-ci auront toujours « exclusivement pour objet l'exercice d'un culte » et plus précisément « les frais, l'entretien et l'exercice public d'un culte ». Mais pourrait s'ajouter l'apparition d'un label authentifiant « la qualité culturelle » d'une association. Si on voit comment l'État français, sur la base d'un certain nombre de critères, peut organiser le label «Bio»

pour des produits alimentaires, l'association religieuse certifiée «République française» relève sans doute de l'oxymore dès lors que demeure une séparation stricte entre l'État et les Églises.

Ce label serait délivré sur la base de critères plus précis (l'exégèse ?) et révisable tous les cinq ans par l'autorité préfectorale. De plus, le contrôle des membres des conseils d'administration de ces associations serait renforcé pour éviter des prises de pouvoir par des groupes radicaux, comme cela s'est déjà produit. On imagine ce que cela pourrait donner si le gouvernement s'était mêlé des problèmes internes à l'Église catholique au moment du schisme de Monseigneur Lefebvre, quoi qu'on puisse penser de ce dernier.

La «qualité culturelle» de l'association regardera aussi le recrutement du prédicateur (pour le prêtre, on est moins sûr) mais aussi ses dérapages idéologiques éventuels, qui seraient davantage sanctionnés. Pourtant, la loi de 1905 prévoit déjà des mesures sévères face à « une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique ».

La recherche d'un interlocuteur représentatif de l'Islam est certainement un souci légitime de la part du gouvernement, mais est-ce bien à lui de l'organiser ? Le serpent de mer d'un Islam de France recèle une résurgence moderne du gallicanisme. Historiquement le gallicanisme est cette doctrine religieuse et politique française qui chercha à organiser l'Église catholique française de façon autonome par rapport au pape à partir de Philippe le Bel. Mais si le Roi de France se devait d'avoir des prétentions religieuses, lui qui était oint par la Sainte Ampoule, qu'en est-il d'un président de la République ?

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN EMBUSCADE

Comme souvent dans le débat politique français, l'arbre musulman cache souvent la forêt catholique. La réforme envisagée pourrait, ainsi, autoriser les associations 1905 à gérer des «immeubles» comme source de revenus, ce qui est interdit aujourd'hui. Mais quelle religion dans ce pays, de part l'Histoire, bénéficie-t-elle d'un patrimoine conséquent ? Au moment où les recettes liées au denier du culte s'érodent année après année

(perte de 40 millions d'euros en 2018), voilà qui ferait bien les affaires de l'Église catholique.

À cela s'ajoute un autre débat lié à l'école. La loi de 1905 a déjà été profondément rognée par les lois Debré de 1959, qui ont consacré d'un certain point de vue le remariage de l'Église et de l'École en permettant le financement public d'écoles privées. Jusque-là prévalait la loi Goblet de 1886 qui stipulait que « les établissements publics sont fondés et entretenus par l'État, les régions, les départements ou les communes. Les établissements privés sont fondés et entretenus par des particuliers ou des associations. » On mesure la régression voulue par de Gaulle...

Avec l'abaissement de la scolarité obligatoire à trois ans, cela veut-il dire que les communes devront fournir des aides maternelles (Asem) à toutes les écoles privées qui ouvriront des classes en maternelle ? Faut-il le rappeler, en France, dans le primaire et le secondaire, 96% des établissements privés sont catholiques. De quoi dire «amen» à la réforme voulue par Macron.

O GUILLAUME LIÉGARD

Pas d'enfants juifs dans les écoles du 93 ? La FCPE « envisage de porter plainte contre Ciotti »

Après Eric Ciotti, c'est Eric Zemmour qui a affirmé qu'il n'y a « plus d'enfants juifs dans les écoles de Seine-Saint-Denis ». Un mensonge selon le président de la FCPE Rodrigo Arenas.

Un tag «juden» sur la vitre d'un magasin parisien. Des croix gammées dessinées sur un portrait de Simone Veil. Des cimetières juifs profanés en Alsace. Alain Finkielkraut agressé au nom d'un antisionisme douteux. Elle commence super bien cette année 2019 – presque aussi bien qu'on a bouclé l'année 2018 ! Tellement bien que la droite extrême a cru bon d'instrumentaliser cette haine pour déverser la leur.

Ainsi, lundi 19 février, Eric Zemmour affirme sur LCI qu'il « n'y a plus d'enfants juifs dans les écoles de Seine-Saint-De-

nis [...] C'est simple il y a des faits. » Des «faits» qui prennent une dimension bien plus grave quand ces mots sortent de la bouche d'un élu de la Nation, en l'occurrence le député LR des Alpes-Maritimes Eric Ciotti, lequel lance le 13 février au micro de franceinfo : « S'il y a encore un enfant juif dans une école publique de Seine-Saint-Denis ? On sait bien pourquoi. Parce qu'ils sont chassés aujourd'hui par la montée du communautarisme islamiste. » Le Monde en égraine d'autres exemples : « Brice Hortefeux avait posé la même question en

avril 2018 sur Europe 1. On a aussi pu l'entendre en 2015 prononcée par Luc Ferry, ou encore en 2014 de la bouche du réalisateur Alexandre Arcady ».

Rodrigo Arenas, président de la FCPE et de la fédération de Saint-Denis, nous aide à détricoter cette fake news.

Regards. Est-ce vrai qu'il n'y a plus d'enfants juifs dans les écoles de Seine-Saint-Denis ?

Rodrigo Arenas. C'est faux. C'est complètement faux. Il y a des enfants juifs scolarisés dans les écoles publiques de Seine-Saint-Denis. Ceux qui disent le contraire mentent.

En France, il n'y a pas de données sur la confession des enfants dans les écoles.

Comment alors peut-on affirmer ou démentir le fait qu'il n'y aurait plus d'écoliers juifs dans le 93 ?

Ils font un rapport de causalité entre l'augmentation de la fréquentation des écoles juives dans le 93 – et c'est aussi le cas ailleurs – et le fait qu'il n'y aurait plus d'enfants juifs dans les écoles publiques. Puis, ils font un pot pourri avec les enfants musulmans, les actes – réels – antisémites, etc. Mais on ne peut pas quantifier les enfants juifs dans les écoles. Nous à la FCPE, on a des adhérents, des parents d'élèves qu'on connaît, qui sont juifs et qui scolarisent leurs enfants dans les établissements publics de Seine-Saint-Denis. Le problème, c'est qu'on n'a pas à faire état de notre intimité parce qu'un député

sous-tend que les musulmans font la chasse aux juifs ! C'est insupportable d'être obligé de prouver que c'est faux. Nous, on le sait parce que, entre nous, on se le dit sans problème. Mais c'est du domaine de la vie privée. Eric Ciotti ouvre un pan dans la laïcité en enfermant les gens dans une religion, une communauté.

Qu'un député tombe dans ce genre de propos, cela vous choque ?

Il est dans son fonds de commerce, ce n'est pas surprenant. Ce n'est pas la première fois qu'Eric Ciotti utilise les musulmans pour justifier tous les maux de la République. C'est d'ailleurs assez curieux de trouver les mêmes mots dans la bouche de Marine Le Pen que dans la sienne. On envisage de porter plainte contre Eric Ciotti pour incitation à la haine raciale, injure – on est en train de qualifier tout ça avec les juristes. Ça suffit d'instrumentaliser les écoles, l'antisémitisme, etc. La Seine-Saint-Denis n'est pas le paillasson de la République. Mais surtout, il faut arrêter d'assimiler les enfants à des conflits d'adultes qui ne les concernent pas !

« L'antisémitisme est plus profond dans notre société. C'est quelque chose que, culturellement, la France n'a pas dépassé. Et ça concerne toute la Nation. »

Constate-t-on une baisse de scolarisation des enfants juifs dans les écoles publiques ?

Il y a, tout simplement, une recrudescence

d'enfants scolarisés dans le privé, et ça à l'échelle nationale. La perte de confiance en l'école de la République est assez dans l'air du temps, qu'on soit juif ou pas. En revanche, il y a dans la communauté juive une crainte que les enfants ne soient pas suffisamment protégés et soumis à des invectives ou des agressions. Donc, nous avons des parents qui font le choix de scolariser leurs enfants dans des écoles juives, notamment après les attentats de Toulouse et de Charlie Hebdo. C'est le rôle de l'Etat de protéger les enfants, dans n'importe quelle école, qu'on soit en Seine-Saint-Denis ou ailleurs.

Quel regard portez-vous sur l'antisémitisme en France, et plus particulièrement dans le 93 ?

En Seine-Saint-Denis, on n'a pas de croix gammées sur les boîtes aux lettres comme à Paris, on n'a pas de cimetières profanés comme en Alsace. C'est autre chose. Il y a le fond de conflit israélo-palestinien. Mais on ne peut pas résumer l'antisémitisme en France à cela, sinon on se trompe. Tous les enfants musulmans ne sont pas anti-Israël. De plus, dire que les maux d'une communauté sont le fait d'une autre communauté, c'est contraire à l'esprit républicain. L'antisémitisme est plus profond dans notre société. C'est quelque chose que, culturellement, la France n'a pas dépassé. Il y a une forme de déni. Et ça concerne toute la Nation.

O LOÏC LE CLERC

LE XXI^{ÈME} SIÈCLE SERA RELIGIEUX OU NE SERA PAS